



Photos: Levent Krutu



SOMA

La mine de Soma : une terrible catastrophe, symbole d'un bouleversant retour en arrière | **Quentin Grislain** | P.4

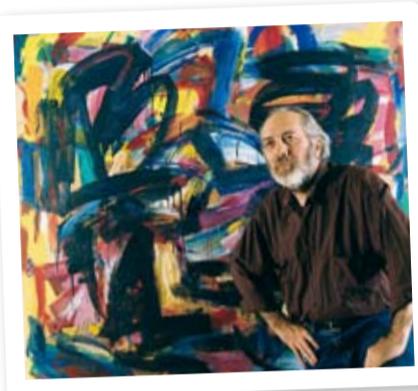
SOMA : entre peine et indignation | **Anaïs Sarrassat** | P.4

La vitesse du temps | **Hüseyin Latif** | P.5

Aujourd'hui **10^e année d'édition** **la Turquie**

M 04388-111 F. 3,50 € RD
N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Exposition Asım İşler à la galerie Mine Art

Pour le 7^{ème} anniversaire de la mort d'Asım İşler (1941-2007), l'un des ambassadeurs de l'art contemporain Turc, l'exposition « PHASES 1970-2007 » a élu domicile à la galerie Mine Art et est une compilation très variée d'œuvres de l'artiste.

(lire la suite page 12)

8 TL - 3,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 111, Juin 2014

Un grand « bonjour »

Chers lecteurs d'*Aujourd'hui La Turquie*, c'est avec un grand enthousiasme que je commence à écrire mes chroniques dans le seul journal francophone de la Turquie, en presse écrite.

Je vous proposerai dans mes chroniques de découvrir l'univers du tourisme et de l'hôtellerie en Turquie ainsi que dans le monde, mais aussi mes expériences, mes visites, mes remarques concernant ce domaine qui est en forte croissance en Turquie.

J'espère vous faire découvrir par mes articles des sujets qui vont vous intéresser.

Un grand merci au comité de rédaction qui m'a chaleureusement accueilli en son sein. J'espère que ma chronique de juin 2014 sera le début d'une très

longue collaboration.

Voici les objectifs de la Turquie pour 2023 :

Actuellement classée sixième destination touristique la plus populaire dans le monde, la Turquie a connu une croissance sans précédent ces 10 dernières années dans ce secteur. Passé de 12 millions de visiteurs en 2002 à 33 millions en 2013, le pays est devenu une destination de rêve, à la fois pour les Européens et pour le reste du monde (Données *TURSAB*).

(lire la suite page 10)

Turquie et Union européenne : quel avenir commun ?

En 2004, le Conseil européen décide d'ouvrir les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). A cette époque, près de 70% des Turcs sont favorables à l'adhésion. Dix ans plus tard, alors que l'Union européenne est empêtrée dans une crise économique et politique, l'intérêt des Turcs pour l'UE a clairement décliné. Un avenir commun est-il encore envisageable ? Afin de mieux comprendre une organisation unique (l'UE) en constante évolution et tenter d'en savoir plus sur son avenir avec la Turquie, « Aujourd'hui la Turquie » est allé à la rencontre de chercheurs, professeurs et journalistes.



L'Union européenne, une organisation unique qui fait face à des difficultés

Depuis la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 proposant de placer l'ensemble de la production franco-allemande du charbon et de l'acier sous une Haute Autorité commune, le modèle communautaire n'a cessé d'évoluer. Regroupant aujourd'hui vingt-huit États membres, l'Union européenne, véritable « objet politique non identifié », s'édifie sur le modèle de la création continue, sans que l'on sache quelle forme institutionnelle sera finalement adoptée.

Sinan Ülgen, ancien diplomate, politologue, directeur du think tank *Center for Economics and Foreign Policy studies* d'Istanbul, qualifie l'UE de succès très net : « Il s'agit d'un modèle unique d'intégration économique et politique qui a su apporter non seulement la paix mais aussi la prospérité économique, d'abord au sein de son noyau dur et ensuite à travers tout le continent européen ». **Hakan Yılmaz**, Professeur au Département de science politique et de relations internationales de l'Université Boğaziçi à Istanbul...

(lire la suite page 3)



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

La vitesse du temps

Les matins après 10 heures le temps coule vite, à tel point que je n'arrive pas à finir la lecture des journaux.

(lire la suite page 5)

Retour sur...

Les europhobes sortent renforcés des élections européennes, l'édito de Mireille Sadège, p. 2

Qu'est-ce qu'être philosophe en 2014 ? L'interview avec Ahmet Soysal, p. 7

La paix au bout de la partition, un article de Louise Lucas, p. 9

L'écrivain Atiq Rahimi a reçu le Prix Littéraire NDS 2014, pour son roman *Maudit soit Dostoïevski*





Dr. Olivier Buirette

Historien

Mai 2014 et la crise ukrainienne

Depuis 3 mois la politique occidentale adoptée pour la crise ukrainienne semble sans effet et la Russie maîtrise totalement le « jeu » inquiétant en cours contre l'Ukraine. Elle multiplie les actes de déstabilisation de la république qui est sur le point de sombrer dans une véritable guerre civile comme les incidents graves qui ont eu lieu à Sébastopol récemment le montrent.

La prochaine date importante est évidemment celle du 25 mai et des élections qui devraient avoir lieu sur l'ensemble du territoire ukrainien. La Crimée est d'ores et déjà exclue du scrutin et les territoires sécessionnistes de l'Est ont fait savoir qu'elles ne se dérouleraient pas chez eux non plus. Nous sommes donc de facto dans la situation d'un pays qui est partagé en deux avec une grande majorité côté Ouest pour le parti pro-européen issu de la Révolution orange de 2005 et la partie Est du pays totalement acquise aux pro-russes. Il faut en outre préciser que cette scission se retrouve aussi sur le plan historique avec l'Est qui a toujours été sous influence russe, rappelons-nous des Cosaques russes de Crimée du 16^e siècle, et de l'autre côté, un Ouest davantage tourné vers l'Occident et notamment la Pologne voisine.

Pourtant l'Ukraine a connu une histoire nationale puisque le peuple s'était soulevé en masse contre la Russie tsariste au début du 18^e siècle autour du leader Mazepa.

Côté occidental le débat est conséquent et certains analystes n'hésitent pas à faire le rapprochement avec la situation de l'Europe en 1938, lorsqu'Hitler, dans son projet d'extension du Reich allemand, usait du prétexte des minorités allemandes pour annexer en quelques mois à peine la Tchécoslovaquie. À ceci s'ajoute également une vague assez forte d'impopularité du président russe, Vladimir Poutine, en Europe occidentale. En effet il est souvent présenté comme un personnage autoritaire et surtout qui a transformé la Russie en un État semi-dictatorial au service de ses ambitions.

Il est à noter que si Vladimir Poutine utilise cette méthode du prétexte des minorités pour reprendre le contrôle des territoires perdus par la Russie au début des années 1990, celui-ci n'est pas pour autant le nouvel Hitler que certains dénoncent. Ce qui provoque cette crainte c'est en effet l'utilisation de certaines méthodes : question des minorités, viol de l'intégrité territoriale d'un État. Mais si dans l'histoire on retrouve souvent certains mécanismes, il n'en demeure pas moins qu'elle se répète rarement. Dans le cas présent la situation est différente et on peut raisonnablement douter avoir affaire à un Vladimir Poutine qui serait prêt à s'engager dans une guerre européenne.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

L'avortement et la contraception : sujets tabous

Dans le manifeste des 343, pétition française parue en avril 1971 et signée par 343 femmes, Simone de Beauvoir avait déclaré « qu'un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre ». Alors plus de 40 ans après ce manifeste, qu'en est-il de la situation des femmes en Europe, où en sont le droit et l'accès des femmes à leur autonomie, à leur choix de vie, à leur liberté ?



Le droit des femmes en Europe : une politique à plusieurs vitesses

L'approche des élections européennes a été l'occasion d'examiner les droits des Européennes notamment en matière d'avortement et de contraception. Au sein de l'Union européenne (UE), la législation sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) diffère d'un pays à l'autre. Autorisé jusqu'à dix semaines de grossesse au Portugal contre vingt-quatre au Royaume-Uni; intégralement remboursé en Italie mais à la charge de la femme en Lettonie; très réglementé voire interdit en Irlande en Pologne et à Malte... il existe presque autant de législations sur

l'avortement que de pays sur le « Vieux continent ». En effet, l'UE n'est pas compétente en la matière pour légiférer. Cependant, dans une résolution du 3 juillet 2002, le Parlement européen recommande aux États membres de légaliser l'avortement. Par exemple, en Irlande, l'IVG est autorisée dans un seul cas, celui où la vie de la mère est en danger. Une grossesse résultant d'un viol ne peut être légalement interrompue. Au Portugal, le Parlement a adopté le 8 mars 2007 un projet de loi légalisant l'avortement jusqu'à la dixième semaine de grossesse. Sur la scène européenne, le droit des femmes en matière d'avortement est extrêmement disparate en fonction des territoires nationaux, il est donc impossible d'aboutir à une harmonisation des politiques.



L'Église catholique : source de restrictions en matière de contraception

La plupart des Européennes se reposent sur des moyens de contraception extrêmement fiables. Les contraceptifs oraux sont la forme préférée de contrôle des naissances. La pilule domine particulièrement en Allemagne où elle est utilisée dans 84 % des cas, ce taux est même supérieur en France. La stérilisation féminine, qui fait concurrence à la pilule en haut de la liste aux États-Unis, n'est pas si fréquente en Europe. La stérilisation n'était importante qu'en Belgique, en Espagne et en Finlande où elle représentait entre 10 % et 18 % des moyens de contraception utilisés.

Néanmoins et de manière étonnante, il perdure en Europe des méthodes traditionnelles présentant des taux d'échec relativement élevés, particulièrement en Espagne et en Europe de l'Est. En Pologne, plus d'un tiers des femmes mariées déclarent avoir recours à l'abstinence périodique, seule forme de contrôle des naissances tolérée par l'Église catholique, et plus d'un cinquième déclare utiliser la méthode du retrait. Cette sanction religieuse peut expliquer pourquoi ces méthodes sont plus souvent utilisées dans des pays tels que la Pologne et la Lituanie où sont rassemblées de larges populations catholiques. En Europe de l'Est, nombre de femmes disent se fier à des moyens traditionnels, d'où un taux élevé de grossesses non désirées. Le poids de la religion, comme en Pologne ou en Lituanie est à l'origine du retard en matière de droit à l'avortement et de contraception et entrave l'accès des femmes à l'autonomie et à la liberté.

* Quentin Grislain



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Les europhobes sortent renforcés des élections européennes

« Le choc », « le séisme », « le tsunami », voici les mots qui ont marqué la soirée électorale du dimanche 24 Mai. Et pourtant tout le monde s'attendait aussi bien à un taux d'abstentionnisme élevé pour ce scrutin qu'à une avancée des partis d'extrême droite. Néanmoins, la percée du Front National, devançant l'UMP et le PS avec 25% des suffrages exprimés, a créé une grande surprise. Marine Le Pen venait non seulement de confirmer l'ancrage de son parti dans le paysage politique français mais bouleversait aussi les cartes politiques du pays. Profitant d'un climat de mécontentement et de crise, le chef du FN a su mobiliser les anti-européens afin de tripler le score de son parti par rapport aux élections européennes de 2009. La stupéfaction face à ce résultat n'était pas uniquement nationale mais européenne voire mondiale. En témoignent toutes les Unes des grands quotidiens qui lui seront consacrées dès le lendemain. Ainsi le monde entier découvrait qu'un électeur français sur 4 avait voté pour un parti profondément anti-européen.

Certes la France n'est pas le seul pays européen où l'on constate une forte progression de l'europhobie, il y en a d'autres, notamment le Danemark, la Pologne et l'Autriche mais ce qui choque concernant la France c'est que cela arrive dans un pays fondateur et moteur de l'Union. Ce vote français, dans la patrie des droits de l'homme et des libertés déçoit le monde et surtout affaiblit la position de la France au sein de l'UE.

Mais alors quelles seront les conséquences de cette poussée des partis de droite nationalistes et europhobes au sein du Parlement ? Ces derniers peuvent certes y former un groupe mais pour l'instant ne pourront pas fondamentalement modifier l'équilibre des forces politiques déjà présentes en raison de leur dispersion et absence d'entente. Mais leur présence affaiblira l'Union et à terme on peut craindre une remise en cause des valeurs et des idées européennes.

Force est de constater que l'Union ne sort pas gagnante de ces élections car elle abrite désormais en son sein des eurodéputés anti-européens. Par ailleurs, à l'image d'une Europe empiétrée dans une crise économique, s'ajoute désormais une Europe en crise identitaire et politique. Rares sont les pays de l'Union n'ayant pas cédé à l'anti-européanisme ambiant, à l'instar de l'Italie. Il est regrettable que l'Union n'ait pas plus de responsables politiques comme le jeune Premier ministre Italien Matteo Renzi qui a su donner à ses citoyens l'espoir en un avenir européen malgré la crise et les mesures d'austérité.

Turquie et Union européenne : quel avenir commun ?

(Suite de la page 1)

évoque quant à lui une « institution qui donne la priorité aux valeurs et normes démocratiques et aux droits de l'Homme ». **Barçın Yinanç**, analyste au quotidien turc *Hürriyet Daily News* évoque également l'importance de la dissémination des valeurs démocratiques ainsi que la transparence et la responsabilité.



Mais depuis quelques années, et cela s'est renforcé avec la crise économique de 2009, l'UE a montré ses faiblesses. Selon **Ayhan Kaya**, directeur de l'Institut européen de l'université Bilgi, « Malheureusement les forces nationalistes et conservatrices ont décidé au milieu des années 2000 que l'UE ne devait pas devenir une force politique et économique globale. L'UE paye encore pour ce genre de mauvaise décision ». Concernant la crise que rencontre l'UE, il explique : « La crise de l'UE est en fait la crise des États membres individuels et des institutions politiques traditionnelles qui ont souvent mis le blâme sur l'Union européenne pour les maux qu'ils ont eux même causés. C'est la raison pour laquelle les dirigeants populistes et charismatiques gagnent du terrain dans les démocraties européennes ».

Hakan Yılmaz souligne quant à lui la faiblesse de l'Union et son mécanisme de prise de décision : « Lorsqu'il s'agit de questions cruciales, l'UE est très immobile, pas en mesure d'agir. Cela a été le cas pour les printemps arabes ». Il évoque également une Europe qui perd son attractivité, ce qui favorise la montée du populisme et de l'euroscepticisme : « Les populistes d'extrême droite qui sont connus pour leurs positions anti-immigrants, anti-UE, anti-minorités, vont accroître leur nombre de sièges au Parlement européen lors des élections européennes de mai ». Mais d'après Ayhan Kaya, l'UE est encore une grande puissance économique qui dispose d'une capacité de relance, pour cela « Elle doit devenir une Union plus unie, plus approfondie et plus cohérente ». Il ajoute que pour résoudre la crise politique et économique, « Il faut mettre fin aux mesures d'austérité, instaurer une politique keynésienne de plein emploi et renforcer l'Europe sociale ».

L'Europe souffre clairement d'un « déficit politique » qui renvoie à un « déficit de sens ». Pour y remédier, la chancelière allemande Angela Merkel s'est dite prête à œuvrer pour faire avancer l'Europe vers une « Union politique », quitte à accepter l'idée d'une Europe à deux vitesses si certains pays bloquent.

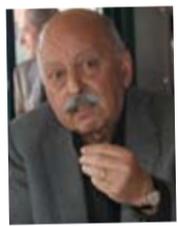
Vers une Europe à deux vitesses? Selon Sinan Ülgen : « Après la crise de l'euro, l'Europe va se diriger vers un autre modèle de construction, on parle d'Europe à géométrie variable, de cercles concentriques ». Cela ouvrirait une nouvelle voie à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Hakan Yılmaz abonde dans ce sens en évoquant une Europe découpée en deux sphères d'influence : « Je pense qu'il y aurait, ce que l'on peut appeler une sphère allemande

(...). Autour de l'Allemagne, il y aurait la France, la Pologne, l'Europe de l'Est et à l'extérieur de cette sphère, il y aurait certainement le Royaume-Uni, les pays scandinaves et peut-être les pays baltes. Dans une partie de cette deuxième sphère, il pourrait y avoir la Turquie ou l'Ukraine ». Il précise : « Je pense que cette deuxième sphère serait liée à l'UE en matière de politique étrangère, de politique économique, de marché commun, mais elle serait laissée en dehors de la zone euro et des questions financières ». Selon Hakan Yılmaz, si l'UE évolue vers une Europe à géométrie variable, « Il n'y a aucune raison pour que la Turquie n'en fasse pas partie ». Et selon lui, cela pourrait se faire dans cinq à dix ans.

Après plus de cinquante ans d'attente, des négociations qui patinent

Selon **Ali Sirmen**, journaliste politique à *Cumhuriyet*, en 2004, l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'UE n'était qu'une illusion : « À l'époque, ni l'Europe ni monsieur Tayyip Erdoğan n'ont donné le feu vert à l'adhésion de la Turquie à l'Europe. Le seul but d'Erdoğan était d'avoir le processus de négociation, cela lui suffisait car avec cela il pouvait avoir l'image d'un homme d'État qui veut amener la Turquie vers l'Europe. L'Europe voulait quant à elle tenir la Turquie dans sa sphère d'influence ». Il ajoute : « Même avec une Europe à deux vitesses, est-ce que la Turquie peut accéder à cette Europe ? Dans les conditions actuelles, dans la pratique actuelle de la démocratie turque, cela paraît impossible ». Ayhan Kaya explique également : « Il n'y a pas de volonté politique forte en Turquie en ce moment concernant la pleine adhésion. Être membre de l'UE signifie pour un État être responsable et transparent, être démocrate, faire primer le droit et la séparation des pouvoirs. Malheureusement, le gouvernement turc n'est pas vraiment en conformité avec ces principes européens ».

Gül Günver Turan, doyenne de la Faculté des Sciences Appliquées Okan d'Istanbul et présidente du Mouvement Européen de Turquie, regrette ainsi que la plupart des chapitres de négociations qui ont été ouverts concernent principalement les questions économiques. Selon elle, il aurait fallu commencer par ouvrir le chapitre 23 sur le système judiciaire et les droits fondamentaux et le chapitre 24 sur la justice, la liberté et la sécurité : « Cela aurait forcé les gouvernements au pouvoir à établir l'impartialité, l'intégrité et des normes plus élevées d'arbitrage par les tribunaux, permettant ainsi de préserver la règle de droit. D'autre part, cela aurait assuré les droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par l'acquis communautaire (socle commun de droits et d'obligations qui lie l'ensemble des États membres au titre de l'UE, ndlr) et par la Charte des droits fondamentaux ». Concernant les négociations, Hakan Yılmaz tient à souligner le fait que « le gèle des négociations ne date pas d'il y a six mois, mais il a commencé il y a sept ans, alors que la Turquie n'avait pas ces problèmes ». D'après lui, si les



Vers une Europe à deux vitesses?

negociations ont été gelées, c'est bien un choix de l'UE et non pas un choix de la Turquie. Gül Günver Turan explique que du côté européen, plusieurs facteurs ralentissent le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. « La crise entre la Turquie et Chypre et les mésententes entre la Turquie et la Grèce sont des excuses mises en avant la plupart du temps ». Mais selon elle, ces événements cachent d'autres raisons politiques : « L'UE est vue par certains États membres et certains groupes en Turquie comme un club chrétien qui aura complété son élargissement quand tous les pays des Balkans, regroupant catholiques, protestants et orthodoxes, seront devenus membres ». Elle ajoute : « Ces groupes sont et resteront sceptiques sur le fait d'avoir un pays à dominante musulmane parmi eux ». Barçın Yinanç évoque également le blocage mental influencé par le fait que la Turquie soit un pays musulman : « Les gens ont du mal à imaginer qu'un pays musulman puisse avoir les mêmes valeurs et la même situation que les membres de l'UE ». Au delà de la question culturelle et religieuse, la journaliste mentionne la grandeur de la Turquie : « Si la Turquie devient membre de l'Union son poids sera égal à celui de l'Allemagne et la France (...). Les membres de l'UE ne veulent pas voir un pays comme la Turquie intervenir sur différents sujets ».



C'est ainsi que depuis 2004, l'intérêt des Turcs pour l'UE a clairement décliné, et cela apparaît normal aux vues des nombreuses couleuvres européennes avalées par les Turcs. Barçın Yinanç explique ainsi, « Si vous entendez des hommes d'État dire que la Turquie n'a pas sa place dans l'Europe (Nicolas Sarkozy s'était clairement exprimé contre l'entrée de la Turquie dans l'UE, ndlr), si ces messages sont répétés par d'autres hommes politiques et que tout ce que vous entendez de l'Europe c'est qu'elle ne veut pas de la Turquie, ce n'est pas une surprise de voir que l'opinion turque ne soit pas favorable ». Mais la journaliste ajoute que cela est conjoncturel et que « les Turcs savent très bien qu'être membre de l'Union, c'est faire part de la modernité ». Ainsi, d'après elle, « Le désir d'être membre de l'UE peut resurgir très vite ». D'après Hakan Yılmaz, « Il y a de l'espoir parce que la Turquie et l'UE sont faites l'une pour l'autre ». Il ajoute : « L'UE ne peut pas se permettre de perdre la Turquie et c'est aussi vrai, et encore plus vrai pour la Turquie qui ne peut pas vivre sans l'Europe ». Selon lui, une chose permettrait d'accélérer l'intégration de la Turquie : « Le fait, pour les citoyens turcs de pouvoir voyager vers l'Europe sans visas ». Du côté de la Turquie, Gül Günver Turan explique : « Sur le long terme, la Turquie doit décider une fois pour toute si elle veut faire socialement et politiquement partie de l'Europe ». Elle ajoute : « Les atteintes à la liberté de la presse, aux droits politiques et aux libertés civiles ne peuvent plus être acceptées ».

* Claire Corrion

Sophistication des opérations.

TAV Airports sert des millions de passagers et des milliers d'avions dans douze aéroports sur trois continents. Fort de son savoir-faire approfondi, TAV se concentre sur les moindres détails des opérations aéroportuaires afin de fournir le service parfait.

AEROPORT ISTANBUL ATATURK • AEROPORT ANKARA ESENBOGA • AEROPORT IZMIR ADNAN MENDERES
AEROPORT ANTALYA GAZIPASA • AEROPORT DE TBILISSI • AEROPORT DE BATUMU • AEROPORT ENFIDHA-HAMMAMET
AEROPORT MONASTIR HABIB BOURGUIBA • AEROPORT SKOPJE ALEXANDRE LE GRAND
AEROPORT OHRID ST. PAUL L'APOTRE • AEROPORT DE MEDINE • AEROPORT DE RIGA

www.tavairports.com

TAV
Airports
Live, Smile and Fly!

La mine de Soma : une terrible catastrophe, symbole d'un bouleversant retour en arrière

« La vérité et la justice sont souveraines, car elles seules assurent la grandeur des nations ». Ces paroles de l'écrivain français Emile Zola mettent en exergue les fondements d'une nation démocratique. En effet, vérité et justice constituent l'état indispensable à la pérennité d'un Etat démocratique. Une semaine après le terrible accident de la mine de Soma en Turquie qui a causé la mort de plus de 300 personnes, ces mots de l'auteur de *Germinal* résonnent comme un cri d'alarme à l'égard d'un peuple qui réclame justice et vérité face à un accident qui aurait pu être évité. En effet, un rapport datant de 2010 a été dévoilé par Hurriyet Daily News faisant état de dangers potentiels. C'est donc le cœur rempli d'émotion et de colère qu'une partie de la population a décidé, ces derniers jours, de descendre dans les rues afin de réclamer justice et clarté sur cette catastrophe.

L'explosion de la mine de Soma : un triste écho littéraire à *Germinal*

Paru en 1885, *Germinal*, ouvrage écrit par Emile Zola, dépeint les conditions de travail effroyables que connaissent les mineurs français notamment du Nord de la France à la fin du XIX^{ème} siècle. Même si le pays, l'époque, les critères sociaux et l'origine des décès sont complètement différents, l'accident de Soma peut faire penser sur de nombreux points à la société de mineurs décrite dans *Germinal*. Le visage des hommes noircis par le charbon et la poussière, les mines tristes et fatiguées d'hommes exténués par des conditions de travail inhumaines, des ouvriers impuissants face à un patronat soucieux de gain économique. Néanmoins, il est important de ne pas tomber dans une forme d'anachronisme en comparant deux époques très différentes, mais il s'agit de mettre en lumière une catastrophe injustifiable rendue possible par la désinvolture de certains responsables politiques de même que d'un patronat tourné uniquement vers des objectifs financiers et dont les aspirations sociales semblent secondaires.

« Ne pouvant fortifier la justice, on a justifié la force », ce triste constat, énoncé par Blaise Pascal, d'une société où la légitimité de la justice semble obsolète, est



la raison pour laquelle il est nécessaire de dénoncer le manque de transparence politique et le faible intérêt pour le fait social de la part des dirigeants. Soma qui a déchiré des familles, Soma qui a plongé une nation entière dans un deuil, Soma qui a montré les failles d'un gouvernement dans la tourmente, ne doit pas rester vain et doit servir la cause des plus démunis dans le but d'aboutir à une société plus juste et égalitaire.

« **L'Histoire est un perpétuel recommencement** » Thucydide

L'histoire minière a été marquée par de nombreuses tragédies. On peut notamment évoquer les terribles accidents mi-

niers qui ont touché l'Angleterre en 1894 ou la Chine et le Japon dans les années 1940 et 1960. Contrairement à certains responsables politiques il ne s'agit en aucun cas de justifier l'explosion de la mine de Soma en énumérant les différents drames miniers de l'histoire. Il s'agit au contraire de montrer que 120 ans après la catastrophe minière survenue en Angleterre, la Turquie, pays qui a connu un incroyable essor économique durant ces 10 dernières années pour atteindre un taux de croissance de 9,1% en 2010 et être la première puissance économique du Moyen-Orient la même année, se trouve confrontée en 2014 au

plus grand désastre minier de son histoire. Cet article doit donc éveiller les esprits, faire prendre conscience à la population que ce type d'événements est injustifiable et ne peut rester sans réponse. Il est du devoir de chacun d'honorer la mémoire des centaines de mineurs morts de ne pas avoir été entendus, morts de ne pas avoir été pris en compte par les dirigeants politiques.

En choisissant pour titre *Germinal*, Emile Zola voulait faire référence au mois du calendrier républicain qui correspond au début du printemps et à la renaissance de la nature. L'écrivain français établit un parallèle avec le développement de la conscience ouvrière. Dans son ouvrage, Emile Zola évoque la germination dans l'esprit des ouvriers, dans leur refus de leurs conditions de vie et de travail misérables. La conscience de classe, le fait de se mobiliser pour un objectif commun, celui de la justice et de l'égalité, se fait ainsi par la métaphore à la germination printanière. C'est donc avec espoir et passion qu'il faut espérer que l'après Soma se traduise de la même façon, pour que la mort de ces mineurs ne soient pas vaines et qu'elles contribuent à un renouvellement des consciences pour une société plus juste à l'égard des plus démunis.

* Quentin Grislain

SOMA : entre peine et indignation

Une explosion et un incendie sont survenus durant la journée du mardi 13 mai dans la mine de charbon de Soma, dans la province de Manisa. 787 employés s'y trouvaient au moment des faits.

Les secouristes ont récupéré les corps des deux derniers mineurs encore bloqués au fond de la mine, samedi 17 mai, avant de mettre fin à leur opération de sauvetage. Le bilan définitif de cette catastrophe s'élève, selon le ministre de l'énergie turc, Taner Yildiz, à 301 morts. Depuis, la colère contre la compagnie exploitante et les responsables politiques ne cesse de gronder.

Un grand nombre de manifestations, violemment réprimées par les autorités, ont eu lieu dans le pays suite à la catastrophe, une a notamment réuni près de 10 000 personnes à Soma, vendredi 16 mai. En effet, il est reproché au pouvoir de ne pas avoir fait respecter les normes de sécurité sur les sites miniers et d'avoir méprisé les victimes en déclarant : « Les accidents sont dans la nature même des mines ». Plusieurs autres incidents sont survenus lors de la visite du Premier ministre sur les lieux de la catastrophe, relançant ainsi les critiques sur la dérive autoritaire du chef du gouvernement. Les photos d'un de ses conseillers assénant des coups de pied à un manifestant retenu à terre par deux gendarmes ont également provoqué l'indignation.

8 personnes écrouées pour homicides involontaires

Lors d'une conférence de presse, les dirigeants de *Soma Kömür* ont assuré que les normes de sécurité avaient été respectées dans la mine accidentée « Nous n'avons commis aucune négligence dans cet accident », a affirmé Akin Celik. Cependant, Can Gürkan, le PDG de la mine, a été inculpé et écroué, avec sept autres personnes, pour homicides involontaires. En effet, selon un premier rapport d'enquête, le niveau de monoxyde de carbone enregistré au moment de l'accident était nettement supérieur aux normes. Ce rapport pointe également du doigt la forte chaleur qui régnait alors dans les galeries, notant que l'activité n'avait pas été suspendue.

Un taux de mortalité élevé dans les mines turques

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), la Turquie affichait en 2012 le taux de mortalité sur les lieux de travail le plus élevé d'Europe et se classait au troisième rang mondial : 10,4 % d'entre eux étaient des accidents miniers. De 2002 à 2012, plus de 1000 mineurs ont perdu la vie. En 2013, la mortalité dans les mines turques était 4,6 fois supérieure à celle de la Chine à production équivalente. Plusieurs jours après la catastrophe, les interrogations sur la sécurité dans les mines en Turquie continuent donc de hanter les esprits. En effet, la Turquie n'a pas ratifié la Convention de l'organisation internationale du travail concernant la sécurité et la santé dans les mi-



nes malgré l'accident survenu en 1992 qui ôta la vie à 263 personnes à la suite d'une explosion de gaz dans la mine de Zonguldak. De plus, si la Turquie a adopté de nombreuses réglementations de santé et de sécurité conformes à l'Union européenne en vue d'adhérer à l'Union, dans bien des cas, les directives européennes n'ont pas encore été harmonisées avec les réglementations locales et ne sont donc pas entrées en vigueur.

* Anaïs Sarrasat
Photos: Levent Kulu



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

La vitesse du temps

Et tandis que je réfléchissais au fait qu'il me faudrait 12 heures supplémentaires en une journée, pour la lecture de 100 pages d'un livre, le suivi des journaux nationaux et internationaux, la direction du journal et les démarches administratives quotidiennes, le téléphone sonna. On m'appela du journal, il était peu après 18h. J'avais sur moi la fatigue de la journée et je ne comprenais pas très bien ce qu'on m'expliquait au téléphone. Il s'agissait d'un accident dans la mine de Soma...

* * * *

Ils avaient pris leur petit-déjeuner avec leur famille à 7h du matin avant de descendre dans la mine à 8h pour y travailler, huit heures durant. Comment se passaient leurs huit heures ? Je ne crois pas que le temps s'écoulait très vite. Dans ces huit heures, il y a danse avec la mort. Dans chaque coup de pioche et de pelle, ils avaient en tête

la crainte de mourir. Un pas en avant et deux pas en arrière, c'est la danse de la vie et la mort...

Et espérer sans cesse la fin de ces interminables huit heures.

* * * *

Ce jour-là encore, ils sont descendus dans la mine vers 8h. Dans chaque coup de pioche et de pelle, dans le noir et la poussière, pour rythmer les huit heures.

L'explosion a eu lieu pile à 15h10, quelques minutes les séparaient de la fin de leur journée du travail... Certains ont pensé à un incendie et d'autres à une explosion du transformateur...

On leur demande d'attendre pour être évacué sous peu. Les téléphones souterrains sont coupés, l'oxygène ne cesse de diminuer, et ils sont plongés dans le noir complet.

Commence alors une terrible attente mêlée de stress et de fureur, au départ

ils se regardent dans le calme mais au fil des heures, parallèlement à la fatigue et l'impatience, la peur s'intensifie et l'espoir s'amenuise.

* * * *

La fumée arrive ; cela fait des heures, mais il n'y a toujours personne... Seuls avec le monoxyde de carbone... Les masques dans les mains et autant d'espoir qu'on peut faire tenir dans seulement 45 minutes de vie...

L'espoir se fait-il à l'unité ou en séries ? Est-il quantitatif ou qualitatif ? Si quelqu'un le sait qu'il me l'explique...

Désormais, il est temps de faire des comptes, certains prient, d'autres prennent des notes sur des papiers qui traînent dans leur poches...

Mais ni vous ni moi ne pouvons savoir la vitesse d'écoulement de ce temps-là !

Seuls ceux qui le vivent le savent.

100% « Made in France »

Des vêtements « Made in Bangladesh », des voitures « Made in Turkey », du mobilier de maison « Made in China », les biens que nous consommons sont pour la plupart fabriqués à l'étranger. A l'heure de la mondialisation et des délocalisations à tout va, le « Made in France » existe-t-il encore ? A travers un documentaire édifiant « Made in France » (diffusé en mars sur Canal+), Benjamin Carle, un jeune journaliste français a tenté de savoir ce que l'on fabrique encore en France en 2014. Et il s'est lancé le défi de vivre, pendant une année, 100% français.

Le documentaire commence par la visite de l'appartement du jeune journaliste par un expert pour le label « Origine France Garantie ». Ce dernier explique que le label est attribué à « un produit qui grâce à sa conception, sa fabrication ou son assemblage a pris plus de 50% de sa valeur sur le territoire français ». Le verdict est sans appel : l'appartement parisien est composé de moins de 4,5% de biens d'origine française. Un coup dur pour Benjamin Carle qui se retrouve alors dans un appartement presque vide.

Plein de bonne volonté, il part alors à la rencontre d'Arnaud Montebourg, devenu depuis 2011 la mascotte du « Made in France ». Ce dernier évoque l'importance d'être davantage un « consomm'acteur » [consommer de manière responsable, nldr] et lui conseille de commencer par des vêtements « Made in France ». Mais dans sa quête vestimentaire, Benjamin Carle se trouve confronté à deux difficultés. D'abord, l'impossibilité de trouver des jeans fabriqués en France; qu'à cela ne tienne, il portera des pantalons. L'autre difficulté, et pas des moindres, est celle du prix. Avec un salaire mensuel de 1800 euros, pas facile de résister aux prix cassés d'H&M ou Primark. Le jeune journaliste doit déboursier 2000 euros pour se constituer une garde-robe « Made in France », alliant marinière (la fameuse marinière Armor-Lux que portait Arnaud Montebourg en une du Parisien en octobre 2012), t-shirts aux logos originaux, et même des sous-vêtements *Le slip Français* !

Parmi les difficultés rencontrées par Benjamin Carle, on retient l'impossibilité de trouver un frigo produit en France. L'origine des aliments qui rem-



plissent le frigo est elle aussi, bien souvent, étrangère. Et il ne faut pas se fier aux drapeaux français qui envahissent les rayons des supermarchés, bien souvent, il ne s'agit que de pure marketing. Le journaliste, qui voit ses habitudes alimentaires bouleversées opte alors pour le système des AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), qui fournissent chaque semaine des paniers de fruits et légumes de saison, produits laitiers... produits à moins de 150 kilomètres de son lieu de résidence. Ces associations soutiennent les agriculteurs français, trop souvent dépassés par la concurrence redoutable de pays comme l'Espagne ou le Maroc.

Concernant les transports, Benjamin Carle opte pour une vieille motocyclette française. Il s'interroge alors sur la production de voitures en France. On découvre ainsi comment Peugeot et Renault



qui se vantent – à travers des publicités et des slogans trompeurs – de produire français sont en réalité loin d'atteindre les critères du Label France.

Benjamin Carle évoque le démantèlement de la filière textile française – passée de plus d'un million de personnes au début des années 1980 à 100 000 aujourd'hui –, les fermetures d'usines, les délocalisations... En consommant français, il évoque sa fierté de défendre les emplois français: « pour la première fois de ma vie j'ai consommé des produits pour sauver des emplois ». Il met ainsi en avant des entreprises françaises qui ont choisi de continuer de produire en France: *La Brosserie Française* avec la seule brosse à dents française, *QOOQ* qui propose une tablette tactile pour la cuisine ou encore *Smuggler* qui fabrique des costumes, portés par Arnaud Montebourg lui-même.

Mais au delà de la délocalisation des biens de consommation, Benjamin Carle soulève un autre point : celui de la délocalisation des emplois tertiaires. El Mouhoub Mouhoud, Professeur d'économie à l'université Paris Dauphine, explique ainsi qu'en France, 30% des emplois tertiaires sont potentiellement délocalisables, ce qui représente près de 6 millions d'emplois. De nombreux emplois dans le domaine des relations aux clients ou du traitement administratif des commandes ont déjà été délocalisés au Maroc où les salaires sont plus compétitifs.

Les informaticiens sont aussi touchés par ces délocalisations. Regis Granarolo, du syndicat d'informaticiens Munci explique qu'entre 50 000 et 100 000 informaticiens *offshore* travaillent pour le compte de clients français. Il s'agit du nombre d'informaticiens au chômage en France. L'État français n'est pas non plus un modèle en la matière puisque l'administration sous-traite certains de ses projets. A titre d'exemple, le journaliste évoque le ministère de l'éducation qui sous-traite à la filiale marocaine de Capgemini le développement du logiciel SIRHEN, destiné à la gestion du personnel de l'éducation nationale.

Si le jeune journaliste a eu du mal à remplacer son café par de la Chicorée, son coupe ongles par un couteau Laguiole ou encore le rock anglais par la chanson française, il sort de cette expérience unique changé. En consommant pendant un an, 100% français, c'est le rapport au temps et à la consommation du jeune journaliste qui s'est trouvé bouleversé. Consommer moins et mieux, voilà ce qu'il retient de cette expérience.

* Claire Corrion



Eren Paykal

La question arménienne, une approche psychologique

Qui ne connaît le fameux professeur, doyen de la psychologie politique M. Vamik Volkan ? Quatre fois nommé au Prix Nobel de la Paix par 27 pays, le Professeur Volkan est surtout reconnu pour ses recherches et ses analyses concernant les conflits de par le monde.

Les idées du Professeur Volkan sur la situation dans le Sud-Est anatolien, sur la question de Chypre, sur l'évolution de la société turque et les derniers développements socioculturels rencontrés en Turquie sont assez particulières, et bien que des fois controversées, méritent toute notre attention.

Néanmoins, ce sont surtout ses opinions sur la question arménienne que j'ai voulu partager avec les lecteurs d'*Aujourd'hui la Turquie*. Après qu'il eût étudié les propos du Premier ministre M. Recep Tayyip Erdoğan, présentant les condoléances de la Turquie aux Arméniens, le 23 Avril dernier, le Professeur, dans son interview publiée dans le journal *Cumhuriyet* du 5 Mai 2014 s'est avant tout penché sur la condition de M. Sarkisyan, Président de la République arménienne. M. Vamik Volkan indique que celui-ci serait confronté à une situation éprouvante après l'annonce du Premier ministre

turc. Il lui serait difficile de donner une réponse positive à cette initiative turque, cela signifierait en fait l'érosion des efforts consacrés par les Arméniens en vue de la reconnaissance du « génocide » pendant des décennies et ainsi que de l'identité arménienne. Selon M. Volkan, les événements de 1915 sont enseignés dès leur enfance aux Arméniens comme une part de leur identité communautaire et comme le sceau de leur identité. Il affirme aussi que pour la préservation de cette identité personnelle et communautaire, les Arméniens avaient besoin de s'occuper sans cesse de ce sujet.

Pour le Professeur Volkan, pour améliorer les relations entre la Turquie et l'Arménie, une commission devrait être établie entre les deux pays. Cette commission serait composée de diplomates, d'historiens et surtout des expertes dans la psychologie communautaire connaissant à la perfection les traumas communautaires, leurs effets social et politique et la psychologie de l'identité collective. Cette commission, travaillant totalement en marge de la presse, pourrait finalement développer de nouvelles idées en vue de renforcer les relations turco-arméniennes. La commission comprendrait

aussi des experts d'autres pays comme l'Angleterre, la France et les États-Unis. La transformation serait très lente dû aux définitions identitaires existantes mais elle se ferait petit à petit.

Le professeur Vamik Volkan insiste sur les difficultés à surmonter et les problèmes liés à l'identité. Il précise que dans les travaux qu'il avait menés auparavant avec les Arméniens, il avait pu constater l'existence de ces problèmes inconscients d'ordre psychologique. Selon Professeur Volkan, si la question est définitivement résolue et les Turcs sont décidément des bons interlocuteurs, les Arméniens craindraient de perdre leur identité, rattachée à leur victimisation.

Vamik Volkan définit comme importantes les condoléances exprimées mais souhaite ne pas en rester là. « *Si un nouveau processus n'était pas initié rapidement, nous risquerions de rencontrer des problèmes beaucoup plus graves l'année prochaine* » déclare-t-il. Il précise qu'avec le temps l'Azerbaïdjan aussi devrait être inclus dans ce processus qui devrait être totalement indépendant des discussions concernant les religions, « *car les dieux ne négocient pas.* »



Ali Türek

« Dos Cravos »

La fraîcheur de la pluie matinale annonçait déjà l'arrivée du printemps dans ce petit port, au cœur de la ville natale de Satie. Sur un placard en marbre encre à l'entrée de l'hôtel, était marqué le nom d'un certain historien qui y était né en 1842.

De retour à Paris, son nom m'est devenu clair. Un des précurseurs de l'histoire de la diplomatie à la fin du dix-neuvième siècle, Albert Sorel. Il avait laissé un trace ineffaçable sur la formation du grand poète de la langue turque, Yahya Kemal. Dans ses années passées à Paris, il avait suivi les cours de Sorel à la Sorbonne et avait été bouleversé par les pensées, particulièrement par les mots du maître : « *Il existe deux grands inconnus de l'histoire; les pôles géographiques et les Turcs.* ». Cette phrase allait, d'un coup, construire, non pas seulement pour lui mais pour toute une génération d'intellectuels, un premier pas d'une nouvelle préoccupation, d'une nouvelle quête: « *Qui sommes-nous?* »

Les dernières décennies de l'Empire ont été marquées par des bouleversements dans tous les sens du terme. Tout était dans un changement brutal. L'État, par tout son appareil institutionnel, juridique, bougeait. Suivant ce but qui était l'occidentalisation, la modernisation du pays impliquait des conséquences profondes au noyau même de la société de jadis. C'était dans le tournant de ces changements, mais plus profondément suite à la dynamique bouleversante de la révolution républicaine que cette interrogation allait entrer dans les veines de la nouvelle société qui voulait savoir, aveuglée par cette obsession, qui elle était. Cette question ne les a jamais quittés, mais aussi s'est transformée. Il y a deux mois, d'excellentes lignes du professeur Başer nous en donnaient un indice. De mai 68 à juin 2014, on était confronté à une nouvelle interrogation. Sans jamais avoir pu comprendre les véritables codes de notre civilisation, nous, surtout les jeunes étudiants de toutes ces décennies, nous étions constamment obligés de réfléchir à la direction vers laquelle notre pays se dirigeait.

« *La Turquie, Quo Vadis?* » C'est bien un héritage commun de longue date entre nous. Deux mois après, marchant dans les rues sombres de Lisbonne, envahi par cette étrange ressemblance d'avec pentes d'Istanbul, on y réfléchit encore, peut-être encore plus. Ici, pour le quarantième anniversaire de la Révolution des Œillets qui a mis fin, en une période de deux ans, au régime de Salazar, une seule phrase domine les places : « *La Revolução está na rua.* »

On ignore si elle est vraiment présente dans les rues. On ne sait pas si demain elle y sera. Nous rappelant du goût du calvados d'il y a deux mois, nous nous laissons aller à la musique de la langue portugaise.

Sous les couleurs devenues tristes des « *cravos* », on pense à notre pays qui pleure plus de trois cents vies perdues dans ses mines. On est seul pour parler des rues, des œillets et d'un avenir. Chiado, Lisbonne



Nami Başer

Considérations flou-sophiques

Réunions et débats philosophiques

Du 7 au 11 mai, Istanbul a reçu plusieurs philosophes aussi bien au consulat français de Taksim qu'à l'université de Galatasaray autour des thèmes malheureusement très actuels de « Violence et civilité » et de « Repenser l'Exil dans la citoyenneté contemporaine ». Ces conférences se sont tenues surtout en présence d'Etienne Balibar, grand philosophe marxiste qui, depuis sa collaboration de 1967 au texte *Lire le capital* préparé par Althusser et ses amis Jacques Rancière, Pierre Macherey et Roger Establet, avait risqué une nouvelle lecture du *Capital* de Marx, en l'éloignant de l'humanisme c'est-à-dire de la philosophie de la conscience et en le rapprochant de ce qui se passait à l'époque du côté des sciences.

Balibar a contribué aux débats avec un résumé de son livre récent intitulé *Violence et civilité*, après quoi plusieurs penseurs sont intervenus pour mettre les points sur les i, pour donner des exemples concrets tirés du monde moderne, pour rappeler ce qu'ont pensé sur le même sujet Hannah Arendt ou Laclau etc.

J'ai moi-même dirigé en tant que modérateur une séance assez intéressante où Seçkin Sertdemir de l'université Galatasaray a insisté sur les origines de la violence, en insistant sur le fait qu'on ne peut pas en rester à une analyse spatiale. L'articulation des trois concepts de la liberté selon Balibar, à savoir l'émancipation, la transformation et la civilité, passe pour elle par une conception de la temporalité qui reprend le commencement, l'engendrement de toute communauté en son origine.

Quant à Sardinha Dingo qui est actuellement le président de l'Assemblée collégiale du Collège international de philosophie, il a plutôt insisté sur la possibilité, à partir des textes de Balibar, de construire une anthropologie qui ne soit pas métaphysique. En effet, l'anthropologie, à son origine, s'appuyait sur la distinction de l'humanité et de l'animalité. Au XIX^{ème} siècle, elle a remplacé cette opposition par celle qui sépare l'humain et l'inhumain au cœur de l'être humain. La violence de la modernité doit pouvoir être pensée à partir de cette nuance.

La jeune doctorante de l'université Paris Nanterre, Cécile Lavergne a essayé de démontrer à partir de Judith Butler les participations des femmes aux questions sur le genre sexuel dont l'entrée dans les classes a tellement enrégé en France la

droite. Dans la mesure où, pour elle, Balibar part de l'extrême violence pour penser la violence elle-même, la politique de la civilité consiste à penser une politique, non qui écarte toute violence mais qui empêche le basculement dans les violences extrêmes. Pour ce faire, nous devons penser de nouveau les identités.

Ceren Özselçuk, enseignante à l'université de Boğazici, est partie d'un exemple concret. Son exposé s'appelait : « *Le pouvoir a horreur du vide.* » Il s'agissait pour elle d'analyser les stratégies par lesquelles le parti au pouvoir en Turquie essayait de se créer des ennemis pour fortifier auprès du public son emprise injustifiable par d'autres moyens. Le problème était donc celui du populisme.

Le dernier exposé nous concernait tous en tant que citoyen turc car il s'agissait d'une arménienne psychanalyste. Son père, un rescapé des déportations de 1915 ; lui avait laissé comme héritage un texte rédigé avec les lettres arméniennes mais dans la langue turque. Il témoignait de tout ce qu'il avait souffert entre 1915 et 1919, date de sa fuite en France, tout ce qu'il avait dû endurer comme souffrance, désespoir etc. Et elle, en reprenant ces témoignages dans son cœur, vivait la politique comme trauma.

Je me suis procuré son livre qui va paraître en turc, m'a-t-elle dit, mais un peu censuré. Je l'ai dévoré en avion en partant à Izmir pour les journées d'esthétique. C'est dans le prochain numéro que je vais en parler.

Nathalie Depraz, la phénoménologie alaturca

Nathalie Depraz est professeure de philosophie contemporaine à l'université de Rouen où elle a aussi la responsabilité du master de recherches philosophiques et d'un séminaire intitulé « Crise et négation ». Spécialisée dans la phénoménologie et la philosophie allemande, elle est passée par Istanbul dernièrement à l'occasion d'une semaine d'études philosophiques en partenariat avec l'université Galatasaray. C'est à cette occasion que nous l'avons rencontrée et qu'elle nous en a dit un peu plus sur sa longue histoire avec la Turquie.



Vous êtes spécialiste d'Edmund Husserl et de la phénoménologie, pouvez-vous nous en parler et pourquoi avoir opté pour cette orientation ?

Après une maîtrise sur Kant, puis un DEA sur Cassirer, j'ai découvert la phénoménologie lors du colloque de Cerisy consacré à Emmanuel Levinas (en sa présence) auquel j'ai eu la chance d'assister. J'ai été saisie par la pensée de l'altérité de ce philosophe, et mon intérêt s'est porté vers son maître Edmund Husserl. En fait, j'ai découvert avec ce philosophe une attention si méticuleuse aux phénomènes, un tel souci de l'expérience via son fameux « mot d'ordre » de « retour aux choses elles-mêmes » que j'y ai trouvé la confirmation de ce que je cherchais dans la philoso-

phie : une recherche incarnée soucieuse de rendre compte de l'expérience au plus près d'elle-même, sans se payer de mots, attentive à décrire des expériences concrètes. C'est ce que je tâche de développer actuellement à travers l'idée d'une phénoménologie pratique et expérientielle.

Comment s'est déroulée votre rencontre avec la Turquie et en tant que philosophe que pensez-vous de ce pays souvent assimilé à un pont entre l'Orient et l'Occident ?

J'ai découvert la Turquie lors d'un séjour de deux ans à Istanbul dans le cadre d'un service national, en poste double avec mon compagnon, Franck Viellart. J'étais alors lectrice à l'université d'Istanbul à Beyazit, et j'ai eu la chance de rencontrer et de travailler avec un professeur de linguistique formé à l'école de Greimas, Berke Vardar, décédé brutalement d'un cancer des poumons au beau milieu de mon séjour, et de travailler avec ses chaleureux assistants d'alors, Osman Senemoğlu, Erdim Öztokat, Nedret Tanyolac et plusieurs autres. Berke Vardar était un homme au charisme exceptionnel, et il m'a tout de suite adoptée, intégrée dans son séminaire de recherche. J'ai présenté des travaux sur

la phénoménologie et le langage, publiés dans sa revue *Dilbilim*. Ce fut ma première expérience dans l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, j'ai eu aussi la chance de participer à l'organisation d'un colloque sur « La pensée française » qui a eu lieu à notre arrivée, en septembre 1988. L'attaché culturel d'alors, M. Bouheret, m'a proposé d'accueillir les invités, qui n'étaient pas moins que Edgar Morin, Michel Maffesoli et... Michel Henry. La rencontre avec ce dernier, a été décisive pour moi. Durant toutes les années qui suivirent, nous nous sommes beaucoup vus, et s'il y a un philosophe dont je peux dire qu'il m'a influencé, c'est lui, son amitié a été pour moi un cadeau venu d'Orient, son hospitalité avait cette intensité que j'ai expérimentée dans l'ancienne Constantinople !

À l'époque, il n'y avait pas de département de philosophie en langue française, mais j'ai pu rencontrer quelques philosophes turcs, dont Ahmet Soysal qui est devenu un ami très proche durant ces deux ans puis au delà. Il m'a fait rencontrer Nemri Uygur et Öney Sözer, qui ont aussi travaillé sur Husserl, ainsi que beaucoup d'autres personnalités, poètes et journalistes...

Depuis j'ai eu l'occasion de revenir à Istanbul dans le cadre d'une mission d'enseignement, je donnais un cycle de conférences, cette fois à l'université Galatasaray, qui avait ouvert un département de philosophie francophone. J'y fis la connaissance de Zeynep Direk, qui m'avait invitée, mais aussi Ömer Aygün, Melih Başaran et Nami Başer. Cette redécouverte de la Turquie fut saisissante, je retrouvais alors le parfum de mes années de vie aux portes de l'Orient, l'hospitalité, l'ouverture d'esprit.

Pour moi, Istanbul incarne l'esprit du cosmopolitisme : on s'y sent spontanément chez soi, et la force de l'altérité générée par la sédimentation incroyable des couches de cultures, Byzantins, Ottomans, peuples turkmènes, Lazes, communautés arméniennes, juives ou espagnoles. C'est un creuset d'inventivité et de liberté d'esprit. Aujourd'hui, l'enjeu passionnant est celui de l'inscription de la Turquie, dans l'espace politique européen, il s'agira sans aucun doute d'une source de renouvellement mutuel!

* Propos recueillis par
Sophie Clément et Louise Lucas

Qu'est-ce qu'être philosophe en 2014 ?

L'équipe d'Aujourd'hui la Turquie a reçu Ahmet Soysal dans les locaux du journal. Le philosophe et critique francophone, auteur de « Penser la résistance » et de « L'Idée de la révolution », prône un socialisme libertaire. Il donne son point de vue sur la pratique actuelle de sa discipline et sur l'usage qui en est fait dans les médias. Il s'exprime aussi sur l'engagement en philosophie.



On parle de plus en plus de la fin de la philosophie. Qu'en pensez-vous ?

Aujourd'hui l'état de la philosophie est dans une situation assez précaire, confinée dans des universités où le savoir philosophique se conserve. Nous en sommes à une période d'exégèse où les grands textes philosophiques sont appris sans grande innovation.

On n'innove pas beaucoup alors que les médias ont tendance à inviter des philosophes qui donnent leur avis sur nombre de sujets. On voit beaucoup de ces philosophes, notamment Finkielkraut, Bernard-Henry Lévy ou Alain Badiou, sur la scène médiatique française. Mais est-ce encore de la philosophie ? Le philosophe serait-il devenu une sorte de personnage à qui l'on fait appel pour légitimer des conditions historiques ou des mesures politiques, ou pour au contraire les délégitimer ? Est-ce que c'est ce à quoi se résout la fonction publique du philosophe ? Aujourd'hui, sans doute. Nous serions alors dans une sorte de fin parce que ces interventions ne sont plus vraiment de la philosophie.

Comment définir alors, de nos jours, un philosophe ?

Le philosophe actuel est un fonctionnaire qui, dans la très grande majorité des cas, a une fonction à d'enseignant à l'université ou au lycée. Il lui arrive de publier des textes, des articles de recherche, de participer à des colloques, mais cela représente un cercle assez étroit.

On trouve également des philosophes dans le débat public, ils interviennent sur les grandes questions en rapport avec la démocratie, mais en essayant d'adapter leur ton à un public qui n'est pas philosophe. Le philosophe dont on aurait besoin aujourd'hui n'est pas celui là. Selon moi, le philosophe dont nous avons besoin devrait développer une pensée originale liée à une véritable recherche, cela au risque de se perdre parfois dans les dédales d'une pensée profonde.

Pour cela il pourrait très bien dialoguer avec d'autres personnes dans le but d'enrichir sa vision.

Que pensez-vous des engagements des philosophes pour la guerre, comme BHL, par exemple, en Libye ? S'agit-il de nouvelles missions ?

C'est un peu triste que des philosophes comme ceux-là soient propulsés sur le devant de la scène. Ils pensent peut-être agir très indépendamment mais ils sont poussés par des événements qui les dépassent.

Tout ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui, par exemple, n'est pas lié à une seule cause. C'est historique et ethnique. C'est très compliqué. Il vaut mieux ne pas s'avancer avec des préjugés sur ce qui est juste et sur ce qui ne l'est pas. C'est peut-être le philosophe qui doit être le plus lucide étant donné le travail qu'il est censé avoir accompli pour accéder à l'histoire de sa discipline.

On les voit, ces philosophes, comme très naïvement, prenant parti pour l'un ou l'autre, mais toujours en se trompant. Prenons l'exemple de Foucault quand il avait soutenu Khomeïny, faisant son éloge alors qu'il s'agissait d'un islamiste intégriste.

On ne peut pas embrasser d'un regard général tout ce qui se passe. Il vaut mieux être prudent. Pour autant un philosophe peut prendre position. Mais il doit le faire en tant que citoyen car moins responsable vis-à-vis des autres. Quelqu'un qui a une notoriété publique et qui affirme des choses de manière claire et nette peut pousser les autres à l'erreur. Je serais plutôt d'avis d'être prudent, en particulier au sujet de problèmes qui se passent ailleurs.

Le philosophe doit-il être apolitique ? Et n'apporterait-il pas un certain recul dans cette société de l'immédiat ?

Oui, mais quand on voit ce qui passe en réalité, le philosophe ne prend pas de recul. Il s'aventure un peu sans vraiment trop réfléchir aux conséquences de ce qu'il dit. Sans avoir peut-être même mesuré la situation.

Je ne suis pas pour l'apolitisme. Moi même je prends des positions politiques. Mais sans légiférer. Une fois qu'on est devenu une star en politique cela veut dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Un philosophe ne doit pas être dans ce jeu des médias. Une fois dans ce système médiatique on est fatalement lié à des groupes de pression, des hommes

d'affaires. On négocie des conférences... Le philosophe devient presque un homme d'affaires.

Quel est votre avis sur le lien entre philosophie et politique ?

Je vais vous en parler sous un angle philosophique, c'est à dire en ne me rapportant pas à l'actualité.

J'ai écrit un livre en turc qui s'appelle « L'Idée de la révolution » et, avec d'autres collaborateurs, j'ai récemment publié un livre sur les événements de Gezi : « Penser la résistance ». Ce qui est bien avec la philosophie, c'est que ça peut servir à se cacher plutôt qu'à se montrer. Les choses sont dites dans un langage plutôt conceptuel. Les autorités publiques, pour qui cela est abstrait, ne comprennent pas ce que vous dites mais d'autres comprennent, des jeunes, des intellectuels. Et c'est tant mieux quand il s'agit de régimes dictatoriaux ou semi-dictatoriaux comme ceux que l'on a pu connaître. Il faut se préserver, ne pas se faire arrêter. Il faut essayer de comprendre un peu philosophiquement, essayer de réfléchir sur la pertinence de certaines notions en ce qui concerne l'action politique. C'est ce que j'ai essayé de faire dans le livre sur Gezi, avec une réflexion sur l'action de spontanéité liée à la notion d'événement. Qu'est-ce qu'une manifestation spontanée ? Et jusqu'où elle peut être utile ?

* Benjamin Baijot

Alain Finkielkraut : entre condamnation et reconnaissance

« Être contesté, c'est être constaté », ces paroles du célèbre écrivain français Victor Hugo résumant assez bien l'idée que l'on peut se faire du philosophe Alain Finkielkraut. En effet, le célèbre penseur médiatique est une personne contestée par de nombreuses personnalités de tout bord, aussi bien politiques, historiens que philosophes. L'auteur de la *Défaite de la pensée* ne laisse personne indifférent, par ses écrits, par ses prises de positions médiatiques. Mais comme l'a évoqué Victor Hugo, la contestation signifie dans le même temps la constatation. Alain Finkielkraut est une personne qui dérange autant qu'il fascine. Cette personnalité incontournable des plateaux de télévisions, ardent polémiste et régulièrement taxé de réactionnaire par ses détracteurs, n'a pas manqué d'agiter le petit monde feutré du Quai de Conti. En effet, les académiciens opposés à l'élection du philosophe de 64 ans, ont taxé Alain Finkielkraut de personne « *trop clivante* », « *trop polémique* ». Néanmoins l'allusion au lepénisme entrant sous la Coupole lors de l'élection de Finkielkraut peut sembler exagérée.



Alain Finkielkraut

Alain Finkielkraut : un exemple de l'intégration à la française.

Taxé de « *réactionnaire* », d'« *ethniste* » ou appartenant à l'extrême droite, l'histoire personnelle d'Alain Finkielkraut est pourtant un magnifique exemple de l'intégration à la française. Né le 30 juin 1949 à Paris et naturalisé à l'âge de un an, ce fils d'immigrés juifs polonais, va suivre une scolarité exemplaire. En effet, en 1972 il est agrégé de lettres modernes ce qui le mènera en 1976 à enseigner à la prestigieuse université de Berkeley, au département de la littérature française. En 1989, il devient professeur de philosophie à l'École polytechnique jusqu'en 2013.

Alain Finkielkraut semble toutefois être le pur produit d'une intégration à la française parfaitement réussite, notamment par le biais de la méritocratie et de l'école Républicaine, si importante à ses yeux. Alors quels arguments poussent ses détracteurs à le conspuer ?

Une évolution philosophique qui dérange

Alors âgé de 19 ans en Mai 68, Alain Finkielkraut semblait alors hostile à toute forme de culture bourgeoise, à tout notre héritage « *vieille France* » et voulait participer à l'éloignement de ce vieux monde. Puis les années sont passées et ont laissé place à une nouvelle conception du monde qui a fait évoluer les goûts du philosophe français. De plus en plus inaudible aux oreilles de Finkielkraut, les maîtres penseurs de Mai 68 ont été remplacés par

Péguy, Levinas ou Kundera. D'autre part, deux phénomènes sociétaux affolaient la République française et touchaient au plus profond la sensibilité philosophique d'Alain Finkielkraut. D'un côté l'école s'effondrait, de l'autre la laïcité partait en lambeaux. Petit à petit, le philosophe a donc changé sa pensée pour laisser entendre que la hausse de l'immigration musulmane accompagnait le recul d'une certaine forme de civilisation et s'inquiète des ratés de l'immigration dans *L'Identité malheureuse* où il défend la thèse d'un « *refus d'intégration* » gagnant la jeunesse française. Néanmoins, l'intellectuel juif, fils d'un survivant d'Auschwitz, ne peut être catégorisé de lepéniste ou de maurassien, termes bien trop forts pour définir les sorties médiatiques, certes parfois douteuses, du philosophe.

Un Immortel qui n'est pas passé inaperçu.

La récente élection d'Alain Finkielkraut à l'Académie française, le 10 avril, n'est pas passée inaperçue. En effet, elle a divisé les académiciens eux-mêmes : il a obtenu 16 voix favorables sur 28, mais aussi 8 croix, en signe d'hostilité à sa candidature. Ce désaveu que lui voue un certain nombre d'académiciens est principalement dû à ses sorties contre l'immigration, ses positions de plus en plus ouvertement qualifiées de réactionnaires et les thèses défendues dans son dernier ouvrage *Identité malheureuse*.

Néanmoins, tout cela n'est pas suffisant pour déstabiliser ce réfractaire du politiquement correct, « *mu par la volonté aristocratique de déplaire* », selon Pascal Bruckner. Ni pour ébranler l'Institution française, vieille de plus de 400 ans, qui n'en est pas à sa première polémique. En effet, comme un symbole, Alain Finkielkraut va occuper le fauteuil 21 qui fut au cœur du débat en 1976, lors de l'élection de son précédent occupant, Félicien Marceau décédé en mars 2012. Le Belge d'origine mais exilé en France avait été condamné par contumace à 15 ans de prison dans son pays natal. D'autre part, malgré les nombreuses critiques qu'a pu essuyer Alain Finkielkraut, la grande culture de ce nouvel Immortel n'est guère contestée. De plus, l'entrée de ce fils d'immigré juif polonais constitue un symbole pour l'image de l'Académie française et son élection au sein de la Coupole va secouer cette institution qui se morfond depuis maintenant plusieurs années. En effet, à travers Alain Finkielkraut c'est aussi l'entrée du débat à l'Académie Française.

Comme a pu l'évoquer un ancien ministre américain en la personne de Lyman Beecher, « *aucun progrès n'a jamais été réalisé dans les sciences, la religion, la politique sans qu'il y ait eu controverse* ». L'entrée d'Alain Finkielkraut, philosophe tantôt décrié tantôt adoré, au sein de l'Académie française a été marquée par de nombreuses controverses et peut donc être le marqueur d'une nouvelle ère pour cette institution soumise à une certaine monotonie.

* Quentin Grislain

Comment Amazon joue avec le monde du livre !

Amazon revient sur le devant de la scène médiatique et pour cause : le géant du commerce en ligne est accusé d'avoir censuré le dernier livre de Roman Payne, « The Wanderess ». En outre, Amazon souffle le chaud et le froid sur le monde du livre, et notamment en France.

Censure et classification aléatoire, la littérature érotique prise à partie.

Lors de la sortie du livre en version numérique, *The Wanderess* en novembre dernier, classé volontairement en « *Fiction littéraire* », Amazon décide de le transférer dans la catégorie « *Érotique* ». La raison invoquée par le géant est le caractère « *mature* » de la couverture. Stupéfaction pour l'éditeur et l'auteur pour lesquels la couverture n'a rien de choquant. Ce dernier déclare avoir « *utilisé comme modèle une statue de marbre de femme nue* » retouchée. Il rappelle qu'en France « *la nudité est montrée au quotidien* ».

Mais l'histoire ne s'arrête pas là et ne fait pas rire Roman Payne. *The Wanderess* est même banni du site. Il s'en inquiète dans les médias et face au grondement pris par cette histoire surréaliste, Amazon décide de réintégrer le roman. Seulement, le roman est classé quelques jours plus tard dans la catégorie « *Enfants* ». Ce changement de catégorie surprend Roman Payne qui s'inquiète de la portée de son livre auprès d'un jeune public. Il explique que son livre « *serait nuisible à l'équilibre des enfants et de jeunes adolescents* ».

The Wanderess aborde une histoire de passion et de romance mêlant scènes d'alcoolisations, de drogues et des passages sexuels violents. Roman Payne attaque Amazon pour « *mise en danger de l'enfance* » et s'en prend au rôle de classificateur du géant. Il souhaite que le site n'ait plus le droit de classer les livres, droit qui devrait revenir aux auteurs et éditeurs. Et d'affirmer : « *Les auteurs retrouveront leur liberté artistique, et la société bénéficiera d'un regard sur ce qui serait susceptible ou non de corrompre sa jeunesse. Aujourd'hui Amazon pervertit l'Art, la Culture et la Société* ».

Les mésaventures de Roman Payne avec Amazon rappellent quelques anciennes histoires de censure. Là encore la littérature érotique est visée par le géant du livre. Puritanisme chronique ou erreur de stratégie, toujours est-il qu'en 2010, le site de ventes en ligne avait été accusé d'avoir fait disparaître de sa boutique d'ebook trois livres de Selena Kitt, figure de la littérature pour adulte. Abordant tous trois l'inceste, *Back to the garden*, *Naughty Bits* et *Under Mr. Nolan's Bed* ne sont pas les seuls ouvrages à subir la stratégie de censure d'Amazon. Ainsi, d'autres écrivains et les lecteurs de Jess C. Scott, Esmeralda Green ou encore Frances Gaines Bennett ont subi l'hypocrisie commerciale du géant américain.

« *Amazon n'est pas un libraire (...) [son] but est d'occuper le marché, de le dominer et d'éliminer toute concurrence. Les créations littéraires, artistiques et intellectuelles seront étouffées. On les censure, on les oublie, on les nie. Amazon est un ennemi, pas seulement un concurrent. Un ennemi de la création. Une triste normalisation de la création* » pour Florence et Bernard de la Librairie Mosaïque basée à Die.

Amazon : un mercenaire du livre ?

Sur le marché en ligne, Amazon est redoutable. Disposant d'un catalogue riche et très diversifié, la firme de Jeff Bezos fonctionne sur un modèle particulier. C'est ce que Chris Anderson, journaliste américain, nomme modèle de « *longue traîne* » pour expliquer la tendance d'une forte demande pour des produits peu demandés supérieure à la demande des produits très demandés. A cela s'ajoute un ensemble de dispositions faisant d'Amazon un acteur de la compétitivité-prix sans égal. Frais de port offerts, livraison de plus en plus rapide, remise de 5% directement appliquée à l'achat et d'autres fonctions de ciblage du consommateur font d'Amazon un concurrent nocif au réseau de librairies indépendantes. Pour les gérants de la librairie Mosaïque, « *Amazon cherche à phagocyter les libraires dans le monde entier pour devenir incontournable et tuer le monde de la librairie* ».

Les effets de l'immédiateté et de l'urgence impactent aussi les librairies au profit du commerce en ligne et de la révolution numérique. Dans sa stratégie mercantile, Amazon ne vend pas de livres numériques, elle oblige le lecteur à utiliser sa tablette et son logiciel tout en contrôlant la bibliothèque de ses clients. La suppression des bibliothèques « *Kindle* » de ses utilisateurs de l'œuvre de Georges Orwell, 1984, en est le signe.

L'année dernière, Amazon a été accusé par la ministre de la Culture, Aurélie Lippetti, de ne pas payer ses impôts en France. Sa filiale française, comme toutes ses filiales étrangères à l'exception des États-Unis, sont domiciliées au Luxembourg, évitant ainsi l'impôt sur les sociétés. La loi « *Amazon* » qui devrait entrer en vigueur en Septembre prochain ne changera rien comme l'explique le *Groupe des 451* qui, en mars, évoquait dans le journal *Le Monde* que le marché du livre est, d'ores et déjà, impacté par les manières de faire d'Amazon, dont la part dans la vente des fonds s'établit entre 40 et 70%. Le *dumping* exercé par la firme est colossal et dangereux pour le marché du livre français et mondial.

Un tissu dense de librairies indépendantes mises à mal.

Avec environ 2500 petites librairies, la France peut se targuer d'avoir un riche et conséquent réseau de librairies indépendantes, passionnées et critiques dans leurs choix, défendant une autre idée du livre et de la culture.

Le libraire est un relais des éditeurs et des livres qui n'ont pas la chance d'être exposés sur le plan médiatique et commercial. Il participe activement à la survie du livre et à la découverte de nouveaux ouvrages auprès des lecteurs. Son rôle est essentiel dans un marché impacté par l'arrivée progressive du numérique et de la sur-rentabilité.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuilaturque.com

* Pierre Lelièvre

Ruhi Ayangil, la passion de la musique makam



A l'âge de 15 ans, Ruhi Ayangil entend pour la première fois un vinyle du joueur de *kanun* Ferid Alnar, un « prodige ». La pochette, écrite en alphabet ottoman, semble d'un autre temps. Pour le jeune musicien c'est une révélation. Il décide de suivre le chemin de ce grand joueur de *kanun*. Mais à cette époque, jouer de cet instrument ne semble pas une chose aisée: Ferid Alnar est tombé dans les oubliettes, les professeurs sérieux de *kanun* sont rares et les conservatoires de musique makam ont disparu.

En effet, suite à la création de la République de Turquie en 1923, Mustafa Kemal Atatürk réforme l'alphabet, la langue et décide de créer une musique nationale. Imposée par les cadres des ministères de la Culture et de l'éducation, elle devait remplacer l'ancienne musique de la Cour ottomane, basée sur le makam et consi-

dérée par les idéologues de la République comme « étrangère », car trop apparentée au monde arabo-persan. Ruhi explique : **Redonner vie à la musique makam**

Après ses études de droit, Ruhi continue de se passionner pour cette musique qui apparaît aux yeux de certains d'un temps révolu. Ne souhaitant pas que la musique makam tombe dans l'oublie, il se demande comment faire remonter cette culture musicale à la surface. Il décide alors d'enseigner pour partager son savoir et perpétuer cette musique traditionnelle. Entre 1973 et 1981, il dirige la chorale du *Robert College of Istanbul*. Puis, souhaitant enseigner en toute liberté, il crée en 1983 l'*Ayangil Orchestra and Chorus*. Il s'agit alors de la première structure privée à jouer à la fois des instruments turcs traditionnels (*ud, kemençe, tanbur, ney* et *kanun*) et des instruments venus de l'Ouest. Sa volonté de montrer que la musique makam turque n'est pas primitive paye. Ses étudiants et amis compositeurs s'y intéressent. Ensemble, ils écrivent, composent, répètent et jouent, permettant au répertoire makam de s'enrichir. Ruhi explique fièrement : « On faisait parti de ces pionniers qui offraient un modèle de modernisation pour la musique makam ».

Ruhi Ayangil, musicien turc et joueur de *kanun* découvre cet instrument traditionnel de la musique makam à l'âge de 10 ans. Oublié en haut d'une armoire chez sa grand-mère, l'instrument à cordes vieux de plusieurs siècles retrouve un second souffle entre les mains du jeune garçon. Passionné, il travaille depuis toujours à la revalorisation et la transmission de la musique makam.

Entre temps, Ruhi Ayangil réalise un projet qui lui est cher : celui de reprendre le concerto pour *kanun* de son maître, Ferid Alnar. Ce musicien turc était « un virtuose de la musique makam et en même temps un grand musicien de musique classique européenne ». Avec ce concerto, c'était la première fois qu'un instrument traditionnel turc était accompagné d'un orchestre occidental.

Deux ans plus tard, il fait sa première représentation avec l'orchestre symphonique d'Istanbul. Le concerto pour *Kanun* est ensuite présenté dans de nombreux pays européens et enregistré avec l'*Orchestre National Philharmonique de Hongrie*. Ainsi, « personne ne pourra oublier Ferid Alnar ».

Ruhi Ayangil est également reconnu pour son travail de recherche sur les origines de la musique turque et son évolution. Il a ainsi étudié des manuscrits datant de plusieurs siècles et les a retranscrit en notation contemporaine. Le musicien se qualifie d'« archéologue », tentant de « revenir à la base du makam ». Il fait une compa-



raison révélatrice : « Si vous allez chez un disquaire dans un pays européen et que vous demandez de la musique baroque ou du Moyen-Âge, vous trouvez des centaines de CD. Ici [en Turquie] ce n'est pas le cas, vous aurez dix CD toutes périodes historiques confondues ». Il ajoute : « C'est pourquoi il est si important de retranscrire et de jouer les pièces historiques. D'autant plus que les jeunes musiciens sont énormément tournés vers l'Ouest, encore aujourd'hui ». Il a également écrit un manuel d'exercices pour le *kanun*, le premier en la matière. Ruhi Ayangil termine enthousiaste : « Je suis vraiment ravi, parce que j'essaie de faire de mon mieux, tout n'a pas été simple, j'ai dû me battre tous les jours ».

* Claire Corrion

La paix au bout de la partition

La Musique pour la Paix (*Bariş için Müzik* ou *BIM*), est une initiative citoyenne. La fondation se donne pour mission de proposer des cours de musique aux enfants du quartier d'Edirnekapi à Istanbul. Plus de 250 jeunes y viennent aujourd'hui, 4 à 6 fois par semaine apprendre violon, trompette ou hautbois et participer à l'orchestre. Nous sommes allés à la rencontre de Yeliz Baki et Mehmet Selim Baki, les responsables du projet.



Le projet de Musique pour la Paix a été lancé en 2005. A l'époque, il ne s'agissait que d'ateliers de musique dans les écoles du quartier après les heures de cours. Mais le projet avait vocation à devenir plus, puisque c'était : « Un très vieux rêve de Mehmet » comme nous le précise Yeliz. En effet, 9 ans plus tard, le projet a déménagé dans ses propres locaux, a vu passer 4000 enfants, acheté 2000 instruments et a des connections à l'international.

Pas une simple école de musique

« Le principe de paix est très important. Nous avons tous besoin de paix, qu'elle soit politique ou intérieure, et nous sommes persuadés que la musique peut nous aider à construire cette paix, explique

Yeliz. Nous sommes la seule école de musique dans le quartier. Mais c'est un projet social avant tout, la musique est la clef du changement social. Quand les enfants viennent ici, on attend d'eux qu'ils prennent un instrument, mais aussi qu'ils se mettent dans la peau d'un professeur. Les plus expérimentés aident les nouveaux et ainsi de suite. » Et ce principe fonctionne à merveille puisque devant l'afflux d'enfants, Yeliz, Mehmet et les autres professeurs pensent à fonder un deuxième orchestre, le premier comptant déjà 80 enfants, il lui faut une scène très grande. Dans ce cadre, les musiciens du premier orchestre se chargent de guider ceux du deuxième.

La Musique pour la Paix est définitivement un projet social plus qu'une école de musique : « Notre seule exigence c'est que les enfants viennent 4 fois par semaine minimum, après l'école, nous ne voulons pas qu'ils restent dans la rue. Mais il n'y a pas d'examen, pas de diplôme, nous prêtons les instruments et il n'y a rien à payer ». Et pour les enfants, le quotidien est réglé. Ils arrivent à la fondation tous les jours après l'école, ont des ateliers par ensemble d'instruments, puis prennent un repas et enfin répètent avec l'ensemble de l'orchestre, là les répétitions se font en anglais, Samuel, le chef venant d'Amérique du Sud. Six jours par semaine ils sont présents, parfois sept

car un des professeurs volontaires donne des cours d'anglais le dimanche. Ils sont totalement libres de choisir l'instrument qu'ils veulent, ils ont souvent une idée en tête mais sont aussi encouragés à en essayer d'autres, et quand on demande s'il y a un instrument star, Yeliz rit : « Ça dépend du professeur et des amis ! Mais on a aussi des choses rigolotes. Par exemple, d'habitude, il y a plus de garçons qui jouent des cuivres, mais quand on a lancé notre section, une fille est venue jouer de la trompette et ça a attiré beaucoup d'autres filles.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuilaturquie.com

* Louise Lucas

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by DICE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

Mitsubishi réécrit le traité de Maastricht en Outlander PHEV



Dans une volonté de s'affranchir du cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Mitsubishi a symboliquement envoyé son émissaire Outlander PHEV (Plug-in hybrid electric vehicle, ou en français véhicule hybride rechargeable). Outlander signifie « étranger », « personne provenant d'un autre pays ».

Un « étranger » qui s'invite à la table des discussions européennes

Et c'est ainsi que cet « Outlander » s'invite à la table des discussions européennes. Ce véhicule hybride rechargeable, des plus silencieux, émet un bruit de soucoupe à lorsqu'il roule au pas, se définit comme un SUV hybride doté d'une autonomie de 50 km en mode 100 % électrique. Puis ensuite c'est son autre moteur thermique qui prend le relais, rechargeant ainsi sa batterie lors des freinages ou lors des phases de ralentis-



Si la politique des gouvernements est un sujet prépondérant dans toutes les discussions de nombreux pays en ce moment, il en est d'autant plus en France qui, au lendemain des élections municipales, se tourne déjà vers les élections européennes 2014.

En effet, les français ont élu 74 eurodéputés qui auront la colossale tâche de redéfinir les grands enjeux européens.

Portrait d'un candidat aux européennes qui a su conquérir le cœur des Hollandais.

Voyant le protocole de Kyoto avancer péniblement, et dont l'avenir n'est toujours pas assez concret. Ne voulant point s'appuyer sur ni la Conférence de Copenhague, ni celle de Cancun — où le Japon a annoncé son retrait au motif que les États-Unis et la Chine, les deux plus grands pollueurs n'y adhéraient toujours pas — pas plus que celle de Durban, pas moins pour Doha, ni même sur la Conférence de Varsovie...

sement ou à l'arrêt lorsqu'il est branché à une borne. Le Mitsubishi Outlander est un véritable 4x4 qui ne craint pas de s'aventurer hors des sentiers battus. D'ailleurs, ce dernier se targue d'une consommation à faire pâlir ses concurrents de l'ensemble des États membres avec seulement 1,9 litres / 100 km.

Capable de séduire et rallier Eva Joly, Daniel Cohn-Bendit et José Bové

S'éloignant des méthodes archaïques du lobbying et de la bureaucratie, l'Outlander travaille de façon digitale grâce à son écran tactile puis lorsqu'il s'arrête sur une idée ou à un endroit précis et que l'on appuie sur le bouton « P », il ne bouge plus et reste sur ses positions.

Des atouts qui lui permettront très certainement de séduire et rallier les députés européens Europe Écologie-Les Verts et d'accueillir à bras ouvert Eva Joly, Daniel Cohn-Bendit ou pourquoi pas José Bové afin de poursuivre et d'étoffer l'article 174, au chapitre Environnement, du Traité sur l'Union européenne plus connu sous le nom de Traité de Maastricht.

Ses méthodes écologiques ont été testées en Hollande, contrée par essence respectueuse de l'environnement, qui l'a rapidement adopté. La Mitsubishi Outlander est très certainement la raison et la cause qui pourra rallier les eurodéputés, même les plus eurosceptiques, autour du même projet.

* Daniel Latif

Un grand « bonjour »

(Suite de la page 1)

Regardant dans la liste des pays qui ont été le plus attirés par la Turquie en 2013, on découvre l'Allemagne en tête, suivie par la Russie et enfin l'Angleterre; pour le Top 3. Quant à la France, on voit une légère baisse de près de -1% par rapport à l'année 2011, et une petite augmentation par rapport à 2012, avec un peu plus d'un million de touristes français.

Pour ce qui est des chiffres, le ministère de la Culture et du Tourisme a établi comme objectif d'accueillir 50 millions de touristes et d'atteindre 50 milliards de dollars de recettes en 2023. Les sources du ministère estiment qu'un peu plus de 32 milliards de dollars de recettes ont été réalisées lors des activités touristiques de 2013 : soit une moyenne de 824 dollars de dépenses par visiteur. L'objectif est d'augmenter ce chiffre à 1000 dollars par touriste, mais aussi le nombre de visiteurs (50 millions). Ce dernier est-il réalisable d'ici 2023 ? En attendant, je vous tiendrai au courant des avancées dans mes colonnes à venir.

Dans ma prochaine chronique, je pense aborder le sujet : « Que doit faire la Turquie pour pouvoir atteindre ses objectifs touristiques ». En attendant, j'espère que cet été sera une saison formidable pour l'hôtellerie en Turquie, ainsi que pour tous ceux qui y travaillent.

* Ali Doğan Çamak

Enver Topaloğlu : « La poésie est toujours dans la rue »

Enver Topaloğlu est un poète passionné qui souhaite « rendre l'écriture joyeuse ». 30 ans après la publication de son premier poème, son dernier ouvrage, *Aşk Kayıtları* (« Les mémoires d'amour »), est sorti l'année dernière. Cet artiste engagé tire son inspiration du mouvement « La poésie est dans la rue », qui a débuté lors des manifestations de Gezi en juin 2013 et qu'on peut admirer sur les murs d'Istanbul.



Comment êtes-vous devenu poète ?

J'ai commencé à écrire quand j'étais au lycée. Mais mon premier poème a été publié en 1983 dans le magazine *Yarın*, quand j'avais 20 ans, soit trois années après le coup d'État du 12 septembre 1980. À l'époque, la politique et la vie sociale étaient perturbées par l'administration militaire due au coup d'État. La société n'a pas été la seule à souffrir de ce climat politique. En effet, les artistes furent rendus « muets ». Durant cette période là, j'ai donc commencé à chercher un style d'écriture qui m'était propre.

Pourquoi avez-vous décidé de publier le magazine électronique *Cumartesi* (Samedi) ?

Les magazines de poèmes sont l'école des jeunes poètes. Je pense qu'ils doivent être soutenus partout dans le monde, afin d'enrichir la littérature. Avant de commen-

cer la publication de *Cumartesi*, mon but était d'utiliser internet, pour des raisons de facilités, afin de contribuer à la poésie. J'ai donc créé ce magazine gratuit distribué par voie électronique avec pour slogan « Pas de marché, pas de marchandise » car la poésie est un cadeau fait à la société et ne peut donc pas être marchandisée, c'est une sorte d'œuvre d'art gratuite. Nous avons publié à ce jour 65 numéros.

Depuis que le mouvement « La poésie est dans la rue » a commencé en Turquie, des vers de grands poètes sont visibles sur les murs, écris au feutre de couleur. Que pourriez-vous nous dire sur le lien entre les mouvements populaires et la poésie ?

Durant les premiers jours des manifestations du parc Gezi, j'ai vu les vers de Turgut Uyar, Edip Cansever et Ece Ayhan (poètes surréalistes turcs) et de Nazim Hikmet

(poète communiste turc dont les œuvres ont été traduites dans plus de cinquante langues), ainsi que le slogan « La poésie est dans la rue ». De ce fait je pense que celui-ci est la version populaire du mouvement littéraire *deuxième nouveau* (qui date des années 1950 et qui a été influencé par le dadaïsme et le surréalisme). Il y a un grand lien entre les mobilisations de rue et la poésie. En effet, cette dernière crée une sphère personnelle autour de son créateur sans pour autant tourner le dos aux mouvements populaires. La poétisation de la rue est donc régie par la révolte de la société : chaque mobilisation représente de ce fait un symbole de poésie.

Comment expliquez-vous la popularité de ce mouvement, notamment sur Twitter, malgré le fait que la municipalité enlève tous ces poèmes ?

Je pense que ce mouvement est né de ses propres cendres, tel le phénix. La municipalité efface ce qui est écrit sans que cela stoppe les auteurs. Bien sûr, ce type de mouvement ne sera jamais accepté par le pouvoir, de façon métaphorique, sa couleur est terne, ce qui s'oppose à l'envie des gens de colorier les murs. Ce processus a commencé par les manifestations du parc de Gezi qui ont fait apparaître l'humeur et la logique ironique de la société. Toutes les sociétés subissant une pression politique essayent de rendre l'écriture joyeuse car c'est une façon pour elles de s'échapper. Et, lorsqu'elles y parviennent, l'autorité politique perd de son pouvoir. Ce qui est écrit sur les murs de Turquie nous démontre donc cette perte de puissance du gouvernement actuel.

* Neyran Elden

Mersin et ses alentours : un voyage dans le temps

Mersin, aux premiers abords, est une ville moderne qui se transforme en véritable station balnéaire l'été venu. Même si nous nous y rendons en hors saison, ses habitations sans charmes du bord de mer nous mettent la puce à l'oreille. Mais Mersin, c'est également une ville et une région riche en histoire et en couleurs. Sous le ciel bleu azur, nous avons passé deux jours en compagnie de notre guide Ali Levent Hatimoğlu, qui nous a révélé les secrets d'une ville aux paradoxes fascinants.

Tarse, ville de Saint-Paul

En sortant de l'aéroport, notre guide ne nous conduit pas, de suite, à notre destination finale, Mersin. Il met un point d'honneur à nous faire découvrir la ville de Tarse, connue notamment pour être le lieu de naissance de l'apôtre Saint-Paul. Nous commençons notre visite par les chutes de Tarse (*Tarsus Şelalesi*) autour desquelles est situé un modeste restaurant qui nous offre une superbe vue. Notre déjeuner se fera dans ce lieu. Notre guide commande une spécialité de la région, le *tavuk tava* (poêlée de poulet), qui s'accompagne de délicieux *mezze* (entrées turques) et salades. Les légumes ont un autre goût à Mersin : la fraîcheur est de mise et les couleurs resplendent.



Après cette découverte gustative, nous allons faire un tour du côté du « Puits de Saint-Paul », situé dans la cour d'un vieux bâtiment qui aurait été, selon les croyances, la maison du Saint. L'eau du puits était, à l'époque où le christianisme était encore de mise à Tarsus, connue pour être une eau bénite, qui curait ceux qui la buvaient. Il est d'ailleurs encore possible d'en boire une gorgée, et si vous souhaitez découvrir par vous-même les vertus de ce puits, n'hésitez pas à puiser l'eau fraîche qui se situe à 30 mètres de profondeur. Pour compléter cette visite, direction l'Eglise de Saint Paul, seule rescapée de plusieurs monuments de la ville dédiés à l'apôtre. Les fresques aux murs et au plafond symbolisant des icônes religieuses et des figures de saints sont claires et lumineuses, et ce lieu très symbolique reste alors, dans le même temps, modeste et accueillant. Après un tour dans le jardin, nous continuons à découvrir la riche histoire religieuse de la ville en entrant dans la mosquée Ulu, construite en 1579 sur la

demande d'Ibrahim Bey, fils de Piri Mehmet Pasha. Particulièrement intéressant car inhabituel dans les mosquées : une horloge fut ajoutée en 1895 au nord du complexe religieux. A la sortie, tout juste sur la gauche, vous trouverez le petit et charmant *Kırkkasık Bedesten*, un marché couvert abritant autrefois une cantine et une école, et présentant aujourd'hui toutes sortes de produits artisanaux.

Un des nombreux monuments qui fait la fierté de Tarse se situe dans le parc à l'entrée de la ville. Il s'agit du navire de guerre *Nusrat Minelayer*, l'un des plus célèbres dans son genre. Tous les 18 mars, une cérémonie de commémoration se tient dans le parc, en mémoire de la victoire contre les forces alliées lors de la bataille de Çanakkale, pendant la Première Guerre mondiale.

Pour finir notre visite, nous voyageons vers une période bien lointaine, puisque nous nous retrouvons devant la Porte de Cléopâtre, aussi appelée Porte de la Mer en raison, à l'époque, de sa proximité avec le port et qui est aujourd'hui située à l'entrée de la ville de Tarse. La reine d'Égypte aurait franchi cette porte pour rencontrer son amoureux, Marc Antoine. Après avoir été immergés dans tous ces récits, parfois millénaires, nous prenons la route de Mersin avec notre guide, qui continue de nous narrer mille et unes histoires.



Mersin, sa plage, ses ruines, ses châteaux

Mersin est une ville composite, où toutes sortes d'influences, de cultures, d'histoires se mélangent. Entre ruines archéologiques, châteaux oniriques et longues plages de sable fin, elle séduira les visiteurs, et ce malgré son développement touristique récent qui la transforme petit à petit en importante station balnéaire. Elle a su garder son charme, et c'est bien en cela que l'on ressent sa force de caractère.

Dans la ville même, vous pouvez vous promener dans les petites rues du centre de la ville, faire les marchés ou encore manger une glace dans le plus vieux magasin de glace de la ville : *Dondurmacı Halil*. Pour les gourmands infatigables, ils peuvent également aller chercher de délicieuses confitures faites maison chez *Pırl Manti Reçel Dünyası*. Il y en a pour tous les goûts ! Aux côtés des parfums « traditionnels », vous trouverez des saveurs plus singulières, telles que citrus, grenade ou encore... aubergines. Plaisir du palais garanti !



Mais c'est assurément aux abords de la ville que vous trouverez les sites les plus intéressants. Notre guide nous conduit ainsi sur le site archéologique d'Elaiussa-Sebaste dans la ville d'Ayaş. Les fouilles ont commencé en 1995, menées par le Prof. Eugenia Equini Schneider de l'Université de « La Sapienza », à Rome. A partir de pièces de monnaie retrouvées dans les environs du site, il est admis qu'Elaiussa a été une ville sainte et autonome dans la seconde moitié du I^{er} siècle après J.C. Relativement bien rénovée, vous pouvez arpenter son agora ou vous asseoir dans son théâtre, en vous imaginant l'histoire du lieu. Cette ballade dans le temps est un vrai plaisir, mais nous creuse aussi un peu l'estomac. Qu'à cela ne tienne, notre guide a la solution. Il nous emmène dans un petit restaurant de poissons non loin de là, du nom de *Kerim Restaurant*. La table est déjà prête et gorgée de *mezze* : gousses d'ails cuisinées, olives, salades aux milles couleurs, oignons (toujours présents en Turquie avec le poisson !) ou encore calamars accompagnés de leur sauce blanche. Nous sommes à peine installés que déjà nos yeux se régaleront. Le serveur nous apporte alors deux poissons fraîchement pêchés et nous demande de choisir. Certains prendrons du *levrek* (bar) d'autres du *çupra* (daurade), mais tous se délecteront de la saveur de leur poisson. Une assiette de fruits en dessert et un fameux café turc, et nous pouvons repartir. Cependant, il nous faut maintenant digérer le festin... Notre guide nous amène donc faire une ballade sur la plage. A 60km de Mersin, votre promenade se fera entourée de châteaux, au milieu d'autres constructions bien plus modernes. C'est assez impressionnant de fouler le sable alors que, devant nous, posé au milieu de l'eau, se trouve le « Château de la jeune fille » (*KızKalesi*). Construit en 1199 par Léon I, il fut considéré par les Byzantins et les Arméniens de même importance que le château voisin, situé à quelques mètres de là et visible également de la plage : le château de Korykos. Ce dernier était autrefois relié au *KızKalesi* par une digue, mais les deux édifices sont aujourd'hui bien séparés, et le « Château de la jeune fille » se profile donc seul, sur une île.



Une fois la ballade terminée, c'est déjà l'heure de reprendre la route pour l'aéroport. Nous quittons donc cette ville la tête pleine d'anecdotes, d'histoires et de légendes.

Remerciements à la Chambre de Commerce de Mersin, et plus particulièrement à Ezgi Biçer Uçar, ainsi qu'à notre guide, Ali Levent Hatimoğlu.

* Amandine Canistro



Une Turquie miniature en bordure de Lyon

Du 8 au 11 mai 2014, les 40 000 m² d'exposition du salon Eurexpo ont hébergé pour la quatrième fois le Salon de la Turquie, aussi appelé Festiculture. A cette occasion, quelque 100 000 visiteurs, majoritairement franco-turcs, ont pu renouer avec les fondamentaux de la culture turque, mais aussi aller à la rencontre des diverses entreprises présentes sur le site.

Plus de quatre ans après sa première édition, le festival Festiculture attire toujours les foules en bordure de la capitale des Gones. Cette année, quelque 300 exposants ont été les porte-étendards de la Turquie auprès des nombreux visiteurs rhônalpins. Si une partie d'entre eux venaient de France, beaucoup avaient également été invités à faire le voyage depuis la Turquie et même l'Allemagne. Deux gérantes d'un stand de soierie avaient fait le déplacement depuis Yalova, dans la région de Marmara, tandis que, juste à côté, un souffleur de verre venu d'Allemagne faisait des démonstrations. Tous s'accordaient sur le fait que l'objectif premier de leur présence à Lyon était avant tout de partager avec les visiteurs une partie de leur identité commune. Pour Ümmihan, vendeuse de bijoux floraux de Bursa, les turcs installés sur le territoire français depuis plusieurs générations ont parfois perdu une grande partie de leur culture d'origine, notamment la langue que les plus jeunes visiteurs maîtrisent difficilement, et cet événement était pour eux l'occasion de renouer avec leurs racines. Non loin de cette section « art et culture », l'espace « gastronomie », avec de nombreuses spécialités, ainsi que la scène, ayant notamment supporté un groupe de derviches tourneurs puis la Fanfare ottomane de Bursa, venaient compléter ce petit air d'ailleurs.

Parmi les autres sections du salon, on pouvait aussi trouver un espace dédié aux entreprises et aux services. Un seul et même objectif pour ces exposants : faire connaître leurs produits à cette communauté turque vivant en dehors des frontières nationales. Y siégeaient notamment des géants tels qu'Istikbal, n°1 de l'ameublement en Turquie, Ülker, multinationale de l'agroalimentaire, ou encore Lyca-mobile, spécialiste des appels à prix cassés vers la Turquie. Représentant les intérêts des firmes étrangères, l'Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements – souvent appelée Invest In Turkey – était aussi sur place.

La tenue de cet événement s'inscrivait dans une volonté plus générale de renouer les liens historiques qui avaient uni la Turquie et la France sous l'Empire ottoman et dans les jeunes années de la République turque. Son importance était par ailleurs renforcée par l'approche du cinquantenaire de la signature de la convention de la main d'œuvre d'avril 1965, suite à laquelle de nombreux turcs avaient émigré vers l'Hexagone. Déjà, en

juillet 2009, des velléités de rapprochement avaient été lancées grâce à l'organisation de la Saison de la Turquie en France par la Fondation d'Istanbul pour la Culture et les Arts (IKSV) et Cultures-

France, sous la tutelle des ministères des Affaires étrangères respectifs. Cependant, durant le quinquennat Sarkozy, le projet de condamnation par la loi du négationnisme du génocide arménien avait plutôt freiné cette avancée. L'objectif de Festiculture, selon Izzet Doganel, Maire adjoint de Bron et président du Centre culturel Turc de Lyon, était donc de favoriser à nouveau un rapprochement économique et culturel entre



les deux pays.

Dessein seulement en partie atteint puisque la grande majorité des visiteurs cette année étaient turcophones, tandis que relativement peu de personnes en dehors de cette communauté avaient fait le déplacement. Pour les plus optimistes, pourtant, l'objectif reste à portée de main car l'attractivité croissante du salon devrait permettre d'inverser la tendance.

* Justine Babin

Exposition Asım İşler à la galerie Mine Art

Pour le 7^{ème} anniversaire de la mort d'Asım İşler (1941-2007), l'un des ambassadeurs de l'art contemporain Turc, l'exposition « PHASES 1970-2007 » a élu domicile à la galerie Mine Art et est une compilation très variée d'œuvres de l'artiste aussi bien sur le plan technique que sur les sujets qui y sont abordés.



Retour sur un parcours atypique

L'entrée à l'Académie publique des Beaux-Arts d'Istanbul est une étape importante de la vie d'Asım İşler. Après l'enseignement reçu dans cette école, dont il est diplômé en 1966, il poursuit ses travaux et ses recherches artistiques à Paris, où il part en tant qu'étudiant boursier, et dans d'autres pays européens. Entre 1970 et 1974, il entreprend là-bas des activités d'enseignement, d'instruction, d'exploration et des travaux. Il organise des expositions dans son propre atelier grâce à des démarches personnelles. C'est durant cette période que l'artiste se mit à concevoir des œuvres semi-figuratives abordant des thèmes liés à la politique et à la société en utilisant différentes techniques de peinture, à l'huile comme celle sur affiches publicitaires. A la suite de cela, il fut professeur de peinture et gravure au département des Beaux-Arts de l'université de Mimar Sinan entre 1974 et 2003. Il fit une coupure entre 1987 et 1992 afin de retourner sur Paris, période durant laquelle les œuvres de l'artiste évoluèrent vers le style abstrait. En effet, il souhaitait montrer, via ses œuvres, que la beauté est subjective, et donc que la perfection n'existe pas. En 2005, une exposition rétrospective fut organisée dans la salle AKM : « Trois villes, la peinture et moi ». Sa vie durant, il organisa donc 35 expositions individuelles et participa à 150 expositions collectives, foires et conférences. Il s'éteignit en 2007, période à laquelle il fut le plus productif.



Cette exposition, organisée à l'initiative de sa fille, est donc un excellent moyen de revenir sur le parcours atypique de cet artiste anticonformiste, internationalement reconnu, ayant marqué l'art turc.

* Anaïs Sarrassat

« Pop art pour tous »

Du 7 Mai au 20 juillet 2014 se tient au musée Pera d'Istanbul l'exposition « Pop Art pour Tous » regroupant de grandes



œuvres de l'artiste pluridisciplinaire Andy Warhol (1918-1987). Celle-ci, présentée pour la première fois en Turquie, est une compilation des œuvres du peintre, exposées à l'origine au musée Zoya de Bratislava (Slovaquie). Considéré comme une figure centrale du Pop Art, l'artiste américain, d'origine slovaque, marqua l'art par ses œuvres originales et distinctives, mais également par son extravagance et les scandales qu'il suscita.

Cours de photographie en compagnie d'Aramis Kalay

Photographe accompli, Aramis Kalay nous fait partager sa passion tout en nous transmettant son savoir à travers des cours collectifs organisés chaque semaine.

Cet artiste francophone qui a réalisé à ce jour 12 expositions solo, notamment en France, a décidé de mettre son savoir au service des autres. Il organise donc chaque samedi un cours collectif de photographie destiné aux personnes ayant des bases dans ce domaine. Le principe est simple : munis de leur appareil photo, les participants partent une journée entière dans un quartier défini afin de s'entraîner sur plusieurs thèmes. Suite à cela, un samedi est consacré à l'analyse des clichés.

Des cours de portrait et de nus sont également organisés une fois par semaine dans le studio de Kadikoy Fotograf Merkezi, ainsi que des cours à destination des débutants. Des leçons individuelles « sur mesure » sont aussi proposées.

Informations et réservations : Caferaga Mh. Bahariye Cd. Kadife Sk. No : 43/2 Kadiköy - Istanbul 0532 590 59 60 aramiskalay@yahoo.com



Amandine Canistro, journaliste, coordinatrice de rédaction et responsable des événements culturels au sein d'Aujourd'hui la Turquie, nous quitte pour de nouvelles aventures.

Le comité de rédaction du journal lui souhaite un grand succès dans l'avenir ainsi que dans ses nouvelles missions et la remercie pour le temps, l'énergie et la bonne humeur qu'elle a investi dans sa collaboration avec le journal.

